

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 4 DECEMBRE 2008.

Le Jeudi 4 Décembre 2008 à 19 heures.

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle de la Martinière, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Julien Crespo, Maire.

Etaient présents.

M. Julien Crespo, Mme Brigitte Chiumenti, M. Jean-Claude Bréard, Mme Corinne Robin, M. Gérard Moneyron, Mme Micheline Deleau, M. Didier Duchaussoy, Mme Ana Monnier, M. José Harter, M. Jean-Claude Waltrégnny, Mme Annick Riou, Mme Naziha Benchehida, M. José Lerma, Mme Martine Gardin, Mme Aurore Lancéa, M. Gérard Welker, Mme Blandine Prévost, M. Marc Bresciani, M. Marcel Botton.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents :

M. Luc-Olivier Baschet, M. Michel Le Guillevic, Mme Sylvie Leclercq, M. Jean-Pierre Couteau, Mme Catherine Papalski, Mme Natacha Lemarchand, M. Thierry Lachaud, Mme Corinne-Elisabeth Robin.

Pouvoirs

M. Luc-Olivier Baschet a donné procuration à M. Didier Duchaussoy.
Mme Sylvie Leclercq a donné procuration à M. José Harter.
M. Jean-Pierre Couteau a donné procuration à Mme Aurore Lancéa.
Mme Natacha Lemarchand a donné procuration à Mme Ana Monnier.
M. Thierry Lachaud a donné procuration à Mme Blandine Prévost.

Formant la majorité des membres en exercice.

Soit :

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 25

Monsieur Bresciani informe l'assemblée qu'il souhaite procéder à l'enregistrement de la séance.

Tout en répondant favorablement à sa demande, Monsieur Crespo rappelle que les débats seront enregistrés par les services municipaux.

Monsieur Crespo sollicite l'accord de l'assemblée de rajouter un point à l'ordre du jour de la séance. En effet, afin d'inscrire au programme d'interventions 2009 du S.M.S.O. les études relatives à la sauvegarde des berges de Seine à hauteur du domaine de Rive Seine, le Conseil Municipal doit délibérer avant le 31 décembre 2008.

Cet ajout est adopté à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

Election d'un secrétaire de séance

Adoption du Compte-rendu de la séance du 15 octobre 2008

1 - Installation d'un nouveau Conseiller Municipal

2 - Décisions

3 - SIVATRU : désignation d'un délégué

4 - C.C.A.S. : désignation d'un représentant du Conseil Municipal

5 - Conseillère conjugale et familiale : renouvellement de l'emploi à durée déterminée

6 - Fonds de concours attribué par la Communauté de Communes Vexin-Seine

7 - Berges de Seine –Etudes : demande de subvention

8 - Insertion des réseaux dans l'environnement : Chemin des Champeaux – Chemin des Acacias

9 - Logement communal : attribution pour utilité de service

10 - Vente de l'immeuble communal sis rue du Bel Air

11 - Animations communales : fixation des tarifs

- 12 - Marché de Noël : répartition des bénéfices
- 13 - Taxe d'urbanisme : demande de remise gracieuse
- 14 - Droit d'accueil pour les élèves des écoles primaires pendant le temps scolaire : rémunération
- 15 - Droit à la formation des élus
- 16 - Subvention : attribution complémentaire Anciens Elèves
- 17 - Subvention : attribution complémentaire A.D.G.V.
- 18 - Budget Principal 2008 : décision modificative n°2
- 19 - Budget annexe assainissement : décision modificative n°2
- 20 - Rapport 2007 sur le prix et la qualité du service d'eau potable

Questions diverses.
Informations.

Election d'un secrétaire de séance :

Monsieur Jean-Claude Waltrégnny est élu à l'unanimité.

Adoption du compte rendu de la précédente séance :

Le compte rendu de la séance du 15 octobre 2008 est adopté à l'unanimité.

Préalablement à l'engagement des débats, Monsieur Crespo souhaite que l'assemblée respecte une minute de silence, en hommage et à la mémoire de Monsieur Philippe Fortier.

1 – Installation d'un nouveau Conseiller Municipal

A la suite du décès de Monsieur Philippe Fortier, le suivant de la liste « Vivre à Vaux Ensemble. » ayant accepté de siéger, le Conseil Municipal procède à l'installation de Monsieur Marcel Botton, nouveau conseiller municipal.

Monsieur Crespo souhaite la bienvenue à Mr Botton au nom de l'ensemble du Conseil Municipal.

2- Décisions du Maire

Monsieur Crespo rappelle à l'assemblée que, conformément aux délégations attribuées au Maire par le Conseil Municipal lors de sa séance du 27 mars 2008, celui-ci peut engager des dépenses jusqu'à 206.000 € H.T., après mise en concurrence.

M. le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises depuis la dernière séance :

Le 23 juin 2008

De confier à l'entreprise « Suburbaine. » les travaux de renforcement et d'extension du réseau public d'éclairage urbain pour un montant de 166.463,50 € HT.

Le 24 juin 2008

De confier à l'entreprise « Raoul Taquet. » les travaux de renforcement et d'extension du réseau public d'éclairage urbain Chemin des Sables et Chemin de la Galloise pour un montant de 32.406 ,47 € HT.

Le 28 juillet 2008

De confier au Bureau d'Etudes « Setu. » le contrat de maîtrise d'œuvre pour la poursuite du programme quinquennal d'assainissement Avenue de Cherbourg, Boulevard Angibout, Chemin des Hauts Vals pour un montant de 48.000 € HT.

Le 28 juillet 2008

De confier au Bureau Duval, Géomètre, le travail de relevé de nivellement pour un montant de 10.900 € HT.

Le 28 Juillet 2008

De commander à l'entreprise « De Cock » les travaux de reprise du carrelage du restaurant scolaire pour un montant de 11.313,20 € HT.

Le 16 septembre 2008

De procéder au remplacement du serveur informatique et à sa mise en place, auprès de la société « Microsav. » pour un montant de 4.128,93 € HT.

Le 1^{er} octobre 2008

De modifier la régie de recettes « animations. »
(périodicité et cautionnement).

Le 1^{er} octobre 2008

De modifier la régie d'avance « Commune. »
(cautionnement, indemnité de responsabilité)

Le 1^{er} octobre 2008

De modifier la régie de recettes « scolaire et para-scolaire. »
(périodicité, cautionnement, indemnité de responsabilité)

Le 28 octobre 2008

D'exercer au nom de la Commune de Vaux-sur-Seine le droit de préemption urbain sur l'immeuble cadastré AO 25, sis 12, rue du Tertre au prix de 9.000 € HT.

Le 28 octobre 2008

De confier à l'entreprise « S.F.D.E. » les travaux d'extension du réseau communal d'assainissement eaux usées – variante fonte pour un montant de 92.302,80 € HT.

De confier à l'entreprise « S.F.D.E. » les travaux d'extension du réseau communal d'assainissement eaux pluviales – variante fonte pour un montant de 106.782,40 € HT.

Le 28 octobre 2008

De confier à l'entreprise « Bati Ouest. » les travaux de reprise du mur de soutènement entre le nouveau et l'ancien cimetière pour un montant de 41.804,80 € HT.

Le 18 novembre 2008

De confier à l'entreprise « D.B.R.L. » les travaux d'isolation de la toiture de l'Espace Marcelle Cuhe pour un montant de 5.184,00 € HT.

Monsieur Welker remarque que deux séances du Conseil Municipal se sont déroulées depuis les décisions les plus anciennes.

Monsieur Crespo fait part d'oublis dans la présentation des décisions.

3.- Sivatru - Désignation d'un délégué

Suite au décès de Monsieur Philippe Fortier, Monsieur Crespo explique à l'assemblée qu'il y a lieu de procéder à la désignation d'un représentant de la Commune de Vaux-sur-Seine au sein des différents établissements publics de coopération intercommunale et comité dont Monsieur Philippe Fortier était membre.

La compétence « collecte et traitement des ordures ménagères » ayant été transférée à la Communauté de Communes Vexin-Seine, c'est la Communauté de Communes qui désigne les deux délégués titulaires et les deux délégués suppléants au Sivatru sur proposition de la Commune.

A ce jour, restent délégués au Sivatru :

- Titulaire : Madame Natacha Lemarchand
- Suppléants : Madame Martine Gardin
Monsieur Jean-Pierre Couteau

Conformément à la position prise par la liste « A Vaux Marque. » lors de la séance du Conseil Municipal du 27 mars 2008 lors de la désignation des délégués de la Commune aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, Monsieur Welker ne souhaite pas proposer de candidat.

Monsieur Crespo propose Monsieur Jean-Pierre Couteau en tant que délégué titulaire et Monsieur José Lerma en tant que délégué suppléant.

Afin d'alléger les modalités de la désignation des délégués communaux, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de ne pas procéder au scrutin secret.

Sont élus, à l'unanimité des suffrages exprimés (M. Gérard Welker, M. Thierry Lachaud, Mme Blandine Prévost, M. Marc Bresciani ne prenant pas part au vote) :

Monsieur Jean-Pierre Couteau : délégué titulaire
Monsieur José Lerma : délégué suppléant

Arrivée de Monsieur Michel Le Guillevic à 19 h 30.

4 - Centre Communal d'Action Sociale : Désignation d'un représentant du Conseil Municipal

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le C.C.A.S. est administré par un Conseil d'administration présidé par le Maire et qui comprend, en nombre égal, 5 membres élus, en son sein, à la représentation proportionnelle par le Conseil Municipal, 5 membres nommés par le Maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social.

Suite au décès de Monsieur Philippe Fortier, il y a lieu de procéder à la désignation d'un représentant de la commune au sein du Conseil d'administration du C.C.A.S.

A ce jour, restent représentant de la Commune : Mme Brigitte Chiumenti, M. José Harter, Mme Sylvie Leclercq, Mme Blandine Prévost.

Monsieur Crespo propose Monsieur José Lerma.

Afin d'alléger les modalités de la désignation du délégué, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de ne pas procéder au vote secret et désigne M. José Lerma, membre du C.C.A.S.

5 – Conseillère conjugale et familiale : renouvellement de l'emploi à durée déterminée

Madame Chiumenti expose le rôle de la conseillère conjugale et familiale auprès des familles en difficultés. Ainsi à la demande du C.C.A.S., le Conseil Municipal a créé le 1^{er} juillet 2004 un emploi de conseillère conjugale et familiale, renouvelé jusqu'alors.

La rémunération, sous forme de vacations, est fixée à 23,13 € brut de l'heure de consultation, pour 50 à 100 heures pour l'année, le C.C.A.S. procédant au remboursement de la masse salariale de cet emploi.

Madame Chiumenti informe l'assemblée que Mme Lerouge, qui occupait cet emploi jusqu'à présent, a fait part début novembre de sa démission au 31 décembre 2008 en raison de son déménagement de la Commune. M. Welker demande si Mme Lerouge avait signé ce contrat lors de son positionnement sur la liste Vivre à Vaux et note l'incompatibilité de travailler sur la commune pour un élu. M. Crespo informe le Conseil que Mme Lerouge avait fait part de son engagement de démissionner si elle avait été élue.

Monsieur le Maire remercie Madame Lerouge de son action au service des vauchois.

A l'unanimité, le Conseil Municipal renouvelle cet emploi pour une année aux mêmes conditions.

6 – Fonds de concours attribué par la Communauté de Communes Vexin-Seine

Monsieur Crespo rappelle que la Communauté de Communes Vexin-Seine a attribué à la Commune de Vaux sur Seine un fonds de concours :

- d'un montant de 143.704 € pour la création de canalisations d'eaux usées en 2006,
- et d'un montant de 143.704 € pour la construction de l'annexe Mairie en 2007.

Au titre de l'exercice 2008, compte tenu de l'importante réduction de l'attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle par le Conseil Général des Yvelines, le montant du fonds de concours, dont la Commune peut solliciter l'attribution, est de 89.815 €.

Le fonds de concours doit avoir pour objet de financer la réalisation d'un équipement.

Quatre projets communaux peuvent rentrer dans ce cadre : la restauration du lavoir Hervieu, la réfection du mur du cimetière, la création de la place publique au droit de la future annexe de la Mairie et le renforcement de l'éclairage public Avenue de Paris.

Les plans de financement se présentent ainsi :

Lavoir Hervieu

Dépenses :	88.297,00 € HT
Recettes :	
Subvention Région :	31.150,00 €
Subvention P.N.R. :	21.000,00 €
Fonds de concours C CVS :	15.000,00 €
Autofinancement commune :	21.147,00 €

	88.297,00 €

Mur cimetière

Dépenses :	41.805,00 € HT
Recettes :	
Subvention P.N.R. :	19.754,00 €
Fonds de concours C CVS	11.000,00 €
Autofinancement Commune	11.051,00 €

	41.805,00 €

Place Publique

Dépenses :	180.000,00 € HT
Recettes :	
Subvention Région :	63.000,00 €
Subvention C.G.78 :	54.000,00 €
Fonds de concours C CVS :	27.000,00 €
Autofinancement Commune :	36.000,00 €

	180.000,00 €

Eclairage Public

Dépenses : 166.464,00 € HT

Recettes : Fonds Concours CCVC : 36.815,00 €
Autofinancement : 129.649,00 €

Le Conseil communautaire réuni le 2 décembre 2008 a décidé d'attribuer à la Commune de Vaux sur Seine un fonds de concours d'un montant de 89.815 € pour la réalisation des investissements présentés, sous réserves de la délibération concomitante du Conseil Municipal.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter l'attribution d'un fonds de concours de 89.815 € à la Communauté de Communes Vexin-Seine pour la restauration du lavoir Hervieu, la réfection du mur du cimetière, la création de la place publique de l'annexe Mairie et le renforcement de l'éclairage public Avenue de Paris.

7 - Berges de Seine-Etudes : Demande de subvention

Monsieur Crespo présente le Syndicat Mixte d'Aménagement, de gestion et d'entretien des berges de la Seine et de l'Oise (S.M.S.O.), qui regroupe 46 communes riveraines de la Seine et de l'Oise et qui a pour mission la protection, la restauration et la valorisation des berges de la Seine et d'une partie de l'Oise. Il émane du Conseil Général des Yvelines.

Suite à la concertation menée avec la Commune de Vaux sur Seine, le S.M.S.O. accepte d'intégrer dans son programme 2009 l'aménagement des berges sur un linéaire de 150 m à hauteur du Domaine de Rive Seine, propriété de la Commune.

En effet, Monsieur Crespo rappelle que lors de la rétrocession des voies et du réseau d'assainissement du lotissement de Rive Seine, une négociation avait été engagée pour la rétrocession des berges moyennant une contrepartie financière.

Compte tenu du courant et de leurs profils, les berges s'érodent à cet endroit rapidement et une intervention spécifique doit être menée avec prise en compte de données environnementales.

Monsieur Jean-Claude Waltrégnny fait remarquer que cette action de réhabilitation des berges s'inscrit dans l'objectif plus large de reconquête des berges sur la Commune qui s'est concrétisée, cet été, par le débroussaillage à partir de la rue du Port prolongée vers l'amont de près de 400 m de berge par l'Association « Vive la Seine. ». Cette action s'est trouvée entravée par des clôtures de propriétés riveraines.

Il convient ainsi au Conseil Municipal de s'engager sur la phase étude et sur son financement. En tant que maître d'ouvrage, le S.M.S.O. lancera la procédure de sélection du maître d'œuvre début 2009.

L'étude est estimée à 30.000 € HT et pourrait être subventionnée à hauteur de 80 % (40 % par le Conseil Général 78 et 40 % par le Conseil Régional d'Ile de France).

L'estimation ci- dessus a été basée sur un coût prévisionnel de travaux de 320.000 € HT (hors maîtrise d'œuvre travaux, contrôle technique et coordination et sécurité). Cette estimation élevée tient compte de la configuration très instable des berges et du manque d'espace qui imposera probablement une intervention lourde par voie fluviale.

Mme Blandine Prévost s'interroge sur le plan de financement des travaux.

Monsieur le Maire escompte 60 à 70 % de financements publics (Conseil Général des Yvelines et Conseil Régional) auxquels s'ajoutera l'indemnité de 128.000 € attribuée par l'A.S.L. Domaine de Rive Seine.

Monsieur Jean Claude Waltrégnny souligne que la participation des Communes au titre de l'année 2008 au SMSO est de 0,37 €/habitant qu'abonde le Conseil Général des Yvelines, à hauteur du double.

Madame Prévost considère que ce sont toujours les contribuables qui sont sollicités y compris au travers des subventions.

Monsieur Crespo souligne que certains travaux doivent se réaliser, que tout financement extérieur est à rechercher et qu'il serait dommage de s'en priver.

Monsieur Welker remarque que ce projet de réhabilitation est intéressant.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve le programme de l'étude de définition du projet de réaménagement des berges, sous la maîtrise d'ouvrage du SMSO et s'engage à financer la part non subventionnée.

8 - Insertion des réseaux dans l'environnement **Chemin des Champeaux Chemin des Acacias**

Monsieur Duchaussoy présente à l'assemblée qu'en complément des travaux de renforcement du réseau BT et du réseau HTA menés par ErDF, la commune de Vaux sur Seine envisage de poursuivre l'enfouissement des réseaux :

- enfouissement BT chemin des Champeaux, de la rue du Général de Gaulle au Chemin des Acacias,
- enfouissement des lignes téléphoniques chemin des Champeaux (de la rue du Général de Gaulle au poste EDF « Champeaux »),
- prise en charge des frais liés à l'enfouissement des branchements en partie privative (350 ml pour le réseau électrique et 500 ml pour le réseau téléphonique).

Cette opération s'inscrit dans un programme de travaux de voirie programmés sur l'année 2009 :

- réfection du chemin des Acacias,
- enfouissement de l'éclairage public avec changement des candélabres chemin des Champeaux (de la rue du Général de Gaulle au poste EDF « Champeaux ») et chemin des Acacias.

Ce secteur de la commune faisant partie du territoire du Parc Naturel Régional du Vexin Français et étant situé dans le périmètre de protection du Château de Vaux-sur-Seine et de son parc, les travaux de renforcement menés par ERDF seront obligatoirement souterrains.

Il s'agit ici de saisir l'opportunité de l'enfouissement des réseaux ERDF pour réduire le coût d'insertion de l'ensemble des réseaux.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève, en domaine public à 84.000 € HT (frais d'études compris), en domaine privé à 52.000 € HT (frais d'études compris).

Le programme d'insertion des réseaux dans l'environnement repose sur des dispositions financières partenariales : Conseil Général, ERDF, France Télécom. Compte tenu des modalités de financement de ces organismes, les travaux d'insertion des réseaux dans l'environnement Chemin des Champeaux, Chemin des Acacias pourraient être subventionnés à près de 65 %.

Monsieur Welker considère l'enfouissement comme une très bonne chose.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve le programme des travaux et autorise le Maire à solliciter les subventions auprès du Département, d'ERDF, de France Télécom et du S.E.Y.

9 - Logement communal : attribution pour utilité de service

Monsieur Crespo propose au Conseil Municipal d'attribuer le logement du COSEC, au dessus des ateliers municipaux, à un agent des services techniques (adjoint technique de 2^{ème} classe) avec pour contrainte la permanence du service 1 week end sur 2.

Ce logement sera concédé pour le montant de :

350,00 €	valeur de location pour un logement de ce type (F2)
87,50 €	abattement (25 %)

262,50 € montant de la redevance arrondi à 260 €.(hors charges)
à compter du 1^{er} mars 2009.

L'abattement tient compte de l'obligation pour l'agent d'assurer des fonctions qui ne comportent aucune rémunération supplémentaire, en dehors des heures normales de service, et de la précarité même de l'occupation. En effet, l'attribution du logement est liée au poste occupé. Il devra être libéré, quelque pourrait être la cause de cessation de fonction du bénéficiaire.

La redevance sera révisée annuellement en fonction de l'indice du coût de la construction du 1^{er} trimestre 2009.

A l'unanimité, le Conseil Municipal attribue le logement de fonction du COSEC à un adjoint technique de 2^{ème} classe et fixe l'indemnité d'occupation à 260 € (hors charges).

10 - Vente de l'immeuble communal sis rue du Bel Air

Monsieur Crespo rappelle au Conseil Municipal que la Commune a acquis en 2006 un immeuble en ruine rue du Bel Air en vue d'y réaliser un logement social. Aucun bailleur ne s'est montré intéressé.

Un Vauxois, riverain de la rue du Bel Air, souhaiterait acquérir cet immeuble bâti cadastré AM3, AM5, AM6 et AM8 d'une contenance de 121 m², afin d'agrandir sa propriété.

Suite à l'acquisition par la Commune de la parcelle AM4 d'une superficie de 9 m² près de RFF, acquisition autorisée par le Conseil Municipal lors de sa séance en date du 15 Octobre 2008, cette propriété est à présent d'un seul tenant.

La cession de l'ensemble pourrait se réaliser au prix de 21.250 €, acte en main (évaluation des domaines du 28 mars 2008 : 20.800 € avec une marge de - 10 %.)

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide de céder la propriété communale au prix de 21.250 €, acte en main et autorise le Maire à signer tous les documents nécessaires.

11 - Animations communales : fixation des tarifs

Madame Monnier rappelle à l'assemblée que la commune est appelée à percevoir un certain nombre de recettes lors des différentes animations qu'elle programme dont la tarification doit être fixée par le Conseil Municipal.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve la tarification suivante :

Boissons	prix en €
Bouteille ou Pichet de Vin 75 cl	5.00
Bouteille de Cidre 75 cl	5.00
Bière	2.50
Verre de Kir	2.00
Cannette (sans alcool)	1.50
Verre de vin	1.50
Verre de Vin chaud	1.50
Bol de Soupe à l'oignon	1.50
Verre de Chocolat Chaud	1.00
Petite bouteille d'eau	1.00
Café	1.00
Briquette de jus de fruits	0.50

Alimentaire	prix en €
Moules frites	5.00
2 saucisses au choix (Chipo /Merguez) + frites	3.00
Brochettes + frites	3.00
Cuisse de Poulet + frites	3.00
Part de plat cuisiné 200g (ex : tartiflette)	3.00
Sandwich club (Crudités, dinde)	3.00
Sandwich 2 saucisses au choix (chipo /Merguez)	2.50
Glace cône (adultes)	2.50
Francfortois (Hot-dog)	2.00
Croque-monsieur	2.00
Flan ou part de tarte	2.00
Marrons	2.00
Barquette de Frites	1.50
Glace barre, poussoir... (enfants)	1.50
Croissant	1.00
Part de gâteau maison	1.00
Glace bâtonnet ou petit pots (enfants)	1.00
Glace à l'eau grand modèle	1.00
Sachet de bonbons, confiserie, pâtisserie	1.00
Glace à l'eau petit modèle	0.50
Petit paquet de chips	0.50
Bonbon à l'unité	0.20

Divers	Prix en €
Carnet de 16 tickets jeu Kermesse	10.00
Carnet de 7 tickets jeu Kermesse	5.00
Ticket spécial Noël (bonnet)	4.00
Ticket ou enveloppe Tombola	2.00
Ticket pour Panier Garni	1.00
Ticket Kermesse (jeu)	1.00

12 – Marché de Noël : répartition des bénéfices

La Municipalité, comme les années précédentes, participe à l'organisation du Marché de Noël qui aura lieu cette année le samedi 13 décembre 2008.

Madame Monnier précise que l'organisation financière étant légèrement modifiée cette année, la Commune souhaite encourager les classes participantes lors de cette journée par le biais des coopératives scolaires.

Ainsi, les classes non participantes ne recevront ainsi que 20 % de la quote-part revenant à chaque classe qui s'élève à 1/16 du bénéfice.

Les 80 % restants seront reversés aux classes participantes de façon proportionnelle.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve la répartition des bénéfices du marché de Noël aux classes de l'école primaire selon la répartition présentée.

13 – Taxe d'urbanisme : demande de remise gracieuse

Monsieur Jean-Claude Bréard explique à l'assemblée que suite à des difficultés financières, un administré, titulaire d'un permis de construire, a effectué le paiement de la taxe d'urbanisme en plusieurs versements, en accord avec le Trésor Public.

La dette étant à présent soldée, cet administré sollicite une remise gracieuse des pénalités de retard, lesquelles s'élèvent à 45 €. La Trésorerie des Mureaux a émis un avis favorable.

Conformément à l'article L.251 A du livre des Procédures Fiscales, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales sont compétentes pour accorder ce type de remise gracieuse.

Monsieur Welker s'étonne de cette demande et pense qu'elle ne devait pas faire l'objet d'une délibération.

Monsieur le Maire répond qu'il fait confiance aux services fiscaux, et confirmera le bien fondé de cette demande.

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide d'accorder la remise totale de la pénalité de 45 € encourue par Monsieur Pierozzi.

14 – Droit d'accueil pour les élèves des Ecoles Primaires pendant le temps scolaire : Rémunération

Madame Robin informe le Conseil Municipal que la loi du 20 août 2008, instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelle et élémentaires en cas de grève, prévoit que la Commune mette en place ce service d'accueil dès que le nombre d'enseignants ayant déclaré leur intention de participer à une grève est égal ou supérieur à 25 %.

Afin d'assurer ce service d'accueil, la Commune peut faire appel à des agents municipaux, à des assistantes maternelles, à des étudiants, des parents d'élèves, aux animateurs d'associations gestionnaires de centre de loisirs...

L'Etat versera une compensation financière aux communes qui ont mis en place ce service.

Afin d'assurer ce service, la commune de Vaux sur Seine fait appel aux animateurs du Centre de loisirs, rémunérés par la collectivité.

Il convient alors de fixer la rémunération des intervenants (autres que les agents communaux), pour 6 heures de travail par jour de grève. Madame Robin fait remarquer à l'ensemble des conseillers que l'accueil des enfants est difficile à mettre en œuvre compte tenu du court délai de prévenance (48 h) avec le mercredi inclus.

Monsieur Crespo propose que la rémunération des intervenants puisse être supérieure au SMIC horaire (8,71 €).

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide d'attribuer aux intervenants, autre que les agents de la Commune, une rémunération de l'ordre de 10 € brut de l'heure.

15 – Droit à la formation des Elus

Monsieur Crespo présente le droit à la formation des élus, abordé lors de la précédente séance du Conseil Municipal.

Aux termes de la loi, ce droit à la formation est ouvert à tous les membres du Conseil Municipal.

Ce droit est un droit individuel, chaque élu choisit librement les formations qu'il entend suivre auprès d'un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur.

Outre les frais de formation proprement dits, la collectivité doit prendre en charge les frais de déplacement et les frais de séjours.

Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus soit un maximum de 1733,66 €/mois au 1^{er} octobre 2008.

Le Conseil Municipal doit délibérer sur les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Monsieur Crespo propose au Conseil Municipal de valider les orientations en matière de formation de la façon suivante :

1- Ce droit à la formation s'exercera selon le choix des élus, en privilégiant notamment les orientations suivantes :

- les fondamentaux de gestion des politiques locales (finances publiques, marchés publics, démocratie locale ...), les formations en lien avec les délégations (urbanisme, sécurité....),
- les formations favorisant l'efficacité personnelle (management, conduite de projet, prise de parole en public, gestion des conflits..),

2- Le montant des dépenses de formation sera au plus égal à 1% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus, soit 1.040 € par an avec la possibilité d'adhérer à l'AIDIL, centre de formation qui propose des tarifs intéressants.

Monsieur Welker aurait souhaité que le débat ait lieu dans les trois mois qui suivent le renouvellement du Conseil Municipal et que le montant alloué à la formation des élus soit supérieur afin d'avoir des élus compétents.

Madame Robin pense pour sa part affecter son indemnité de fonction à cette dépense de formation.

Monsieur Crespo ne souhaite pas faire peser sur les contribuables cette dépense.

A la majorité, Monsieur Welker, Monsieur Lachaud, Madame Prévost, Monsieur Bresciani votant contre, le Conseil Municipal valide les orientations en matière de formations telles que présentées et fixe le montant des dépenses de formation à 1 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus.

16 – Subvention : attribution complémentaire anciens élèves

Madame Deleau expose à l'assemblée les difficultés que rencontrent certaines associations suite à la fermeture temporaire de l'Espace Marcelle Cuche.

Ainsi, l'association des anciens élèves sollicite une subvention complémentaire à celle déjà attribuée (pour mémoire : 2.000 €) pour faire face à la réduction de public lors du Gala des Anciens Elèves

inhérente au changement de salle (de l'Espace Marcelle Cuche au Cosec).

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide d'attribuer une subvention complémentaire à l'association des anciens élèves d'un montant de 1.000 €.

17 – Subvention : attribution complémentaire A.D.G.V.

L'Association de Danse et de Gymnastique Vauxoise (A.D.G.V.) sollicite une subvention complémentaire à celle déjà attribuée (pour mémoire 1.500 €) pour faire face au coût de location de salles, rendue nécessaire par l'indisponibilité de l'Espace Marcelle Cuche.

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide d'attribuer à l'A.D.G.V. une subvention complémentaire d'un montant de 1.800 €.

18 – Budget Principal 2008 – Décision modificative n°2

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en 1998, le Crédit Local de France a accordé un prêt à taux progressif d'un montant de 154.934,34 € à la Commune de Vaux sur seine, pour des travaux de restauration de l'Eglise d'une durée de 10 ans.

L'inscription budgétaire 2008 n'a pas pris en compte le taux d'intérêt applicable à la dernière échéance de juillet 2008.

Ainsi il est nécessaire d'inscrire des crédits supplémentaires pour les intérêts d'emprunts ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement

Dépenses

Article 66111 (intérêts réglés à l'échéance)	+	100,00 €
--	---	----------

Article 022 (Dépenses imprévues)	-	100,00 €
------------------------------------	---	----------

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve la décision modificative N°2 du Budget Principal telle que présentée.

19 – Budget annexe assainissement : décision modificative n°2

Monsieur Crespo rapporte les difficultés rencontrées par un bénéficiaire d'un permis de construire sur la Commune de Vaux sur Seine, avec son constructeur, stoppant ainsi tout travaux.

Etant dans l'obligation de vendre son terrain, il sollicite une annulation de sa taxe de raccordement au réseau public d'assainissement, d'un montant de 4.620 €.

Considérant l'insuffisance du chapitre « charges exceptionnelles. », il est nécessaire de procéder à une décision modificative du budget assainissement, comme suit :

Section de fonctionnement

Dépenses

Article 673	(titres annulés) :	+ 260,00 €
Article 6063	(fournitures d'entretien) :	- 260,00 €

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve la décision modificative n°2 au budget annexe assainissement telle que présentée.

20 – Rapport 2007 sur le prix et la qualité du service d'eau potable

En vertu des articles L.2224-5 et D.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire présente le rapport annuel sur le service eau potable.

Le rapport 2007 a été approuvé le 24 juillet 2008 par le Syndicat d'Alimentation en Eau Potable de Vaux sur Seine / Evequemont.

Le Conseil Municipal en prend acte.

QUESTIONS DIVERSES – INFORMATIONS

- Monsieur Crespo informe l'assemblée d'un nouveau dispositif mis en place par le Ministère de l'Intérieur, à titre expérimental dans les Yvelines, de prise de pré-plainte par Internet. Ce nouveau dispositif permet aux victimes exclusivement d'atteintes aux biens d'effectuer une pré-déclaration en ligne et ensuite d'aller la confirmer au Poste de Police ou à la Gendarmerie.

- Monsieur Crespo fait part d'une demande de Mme Danièle Hautbois d'apposer une plaque, Chemin de la Mécanique, à la mémoire de Melle Solange BENOIST (personne très dévouée) qui résidait Chemin de la Mécanique.

Madame Prévost approuve une telle démarche de reconnaissance de personnes qui travaillent dans l'ombre.

- Monsieur Moneyron rappelle que la quinzaine commerciale débute le samedi 13 décembre avec le marché de Noël. Le tirage au sort des gagnants aura lieu le dimanche 4 janvier lors de la cérémonie des vœux à la population.

- Monsieur Waltrégny informe le Conseil Municipal que le Syndicat Intercommunal d'assainissement des Mureaux fait entreprendre des travaux de réhabilitation du réseau entre Thun et Meulan à partir du 5 janvier ; les travaux d'une durée de deux mois, devraient générer d'importants problèmes de circulation.

- Monsieur Crespo confirme, suite à une réunion avec le responsable immobilier de la Poste que la Poste de Vaux ne va pas fermer, le bail a été renouvelé pour 9 ans.

Une discussion s'engage toutefois avec les responsables de la Poste pour un éventuel déménagement dans les nouveaux locaux commerciaux en centre-ville (opération Spirit).

- Monsieur Crespo confirme que le programme « Petite-enfance » a été validé par la Communauté de Communes Vexin-Seine avec la construction d'une crèche de 25 berceaux et halte garderie sur Vaux, d'une maison « Petite Enfance. » à Meulan et de micro-crèches pour les petites communes du Vexin (qui peuvent accueillir 9 enfants et 3 assistantes maternelles) suivies par une structure centrale.

Les terrains sont en cours d'acquisition et la consultation pour la désignation d'un maître d'œuvre va être prochainement lancée. Les travaux devraient débuter juin 2009.

Monsieur Crespo, en réponse à Mme Prévost, informe que le lieu d'implantation de la crèche sur Vaux est rue Pigoreau. L'implantation rue du Général de Gaulle, à côté de la pharmacie, a été abandonnée compte tenu de la trop grande déclivité de ce terrain. Actuellement, aucun projet n'est arrêté à l'avant du parking, en façade sur rue.

Monsieur Bresciani y propose l'implantation du marché.

- Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal qu'en partenariat avec l'Hôpital de Meulan, il est envisagé le financement des travaux d'aménagement par la Communauté de Communes, d'un centre d'accueil de jour Alzheimer.

Les mobiliers et matériel seront fournis par le Lions Club et le Rotary Club. Le personnel serait géré par l'Hôpital.

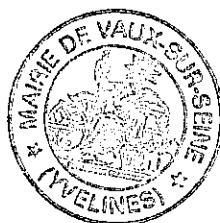
- Madame Prévost rapporte les sollicitudes des riverains des plateaux surélevés rue du Général de Gaulle qui se plaignent du bruit et des tremblements de leur bâti.

Dans ce sens, Mme Prévost a adressé par courrier une demande à la D.D.E.A. afin de vérifier la conformité des plateaux surélevés qui ont déjà 3 ou 4 ans.

Monsieur Crespo souligne que les plateaux surélevés permettent de faire réduire la vitesse des véhicules avec des désagréments moindres que ceux occasionnés par des feux tricolores.

Madame Prévost pense qu'il aurait lieu de renforcer la hauteur des plateaux surélevés qui permettrait de réduire la vitesse et le bruit.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures.



Le Maire.

Julien CRESPO